

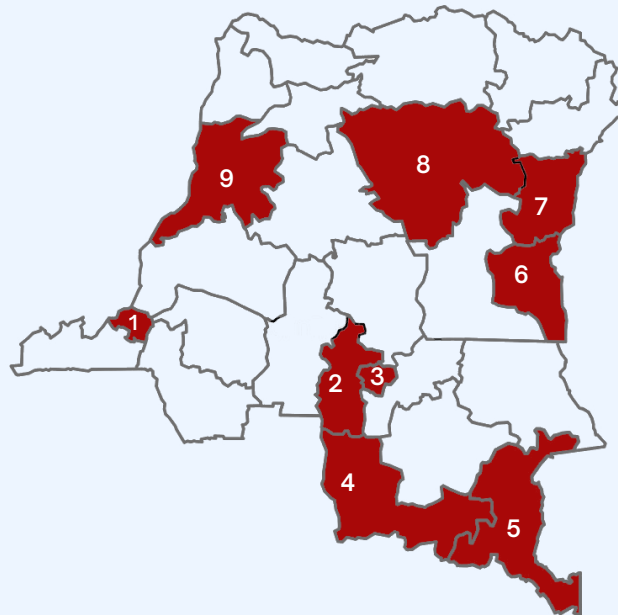
PARLONS ÉLECTIONS



EDITION N° 34
27 MARS – 2 AVRIL 2023

ZONES D'INTERVENTION DU PROJET

- 1 Kinshasa
- 2 Kasai-Central
- 3 Kasai-Oriental
- 4 Lualaba
- 5 Haut-Katanga
- 6 Sud-Kivu
- 7 Nord-Kivu
- 8 Tshopo
- 9 Equateur

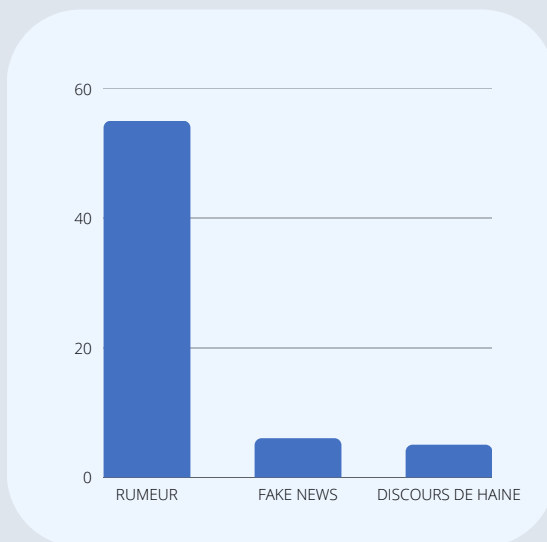


A propos du bulletin

Ce bulletin répond aux rumeurs qui circulent dans les communautés, en ligne et sur les plateformes de médias sociaux autour des élections et du processus électoral en RDC.

La collecte se fait sur le terrain par les Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP) de neuf provinces, et en ligne sur les réseaux sociaux et les sites web par NEXT CORP et CONGO CHECK.

ANALYSE DES CATÉGORIES DES COMMENTAIRES COLLECTÉS DANS LA COMMUNAUTÉ



55 feedbacks collectés durant cette période sont des rumeurs, 6 fausses informations et 5 discours de haine.

Rumeur #1

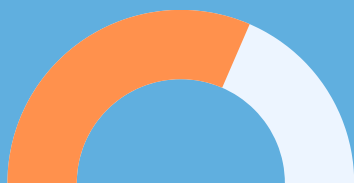
Récoltée au Kasai Central

” Pour préparer le glissement, le président de la CENI et le gouvernement nous ont ajouté d’autres jours inutiles dans notre territoire de Demba car plusieurs centres d’inscription n’ont pas de requérants



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



M O Y E N

RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

L'organisation des opérations électorales est une tâche exclusive de la seule Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le gouvernement apporte le soutien financier, logistique et sécuritaire.

De ce fait, la prorogation est une décision de la CENI. Elle intervient en fonction de plusieurs paramètres notamment le fait d'avoir encore des requérants sur les files d'attente ou par le fait que certains centres d'inscriptions n'ont pas ouvert au même moment que les autres. Ici, il est question d'offrir le même nombre de jours à tous les centres d'inscriptions afin d'enrôler le plus de gens possible.

Le territoire de Demba se trouve dans la province du Kasai-Central. Cette dernière figure dans la deuxième aire opérationnelle (AO2). Dans son communiqué du lundi 20 mars 2023, la CENI avait confirmé la fermeture des centres d'inscription sur l'ensemble de l'AO2 à la date du 21 mars 2023 sauf pour les détenteurs des jetons.

« De ce fait, les membres des centres d'inscription de l'AO2 sont tenus d'observer les procédures y afférentes en procédant à la distribution des jetons aux requérants présents dans les files d'attente au dernier jour. Toutefois, compte tenu des difficultés de fonctionnement rencontrées pendant la période de récupération dans certains centres d'inscription, une période de récupération leur sera accordée selon les cas », disait le communiqué.

Contacté ce 6 avril 2023, le secrétaire exécutif provincial de la CENI dans la province du Kasai-Central, Joseph Mputu, confirme que ce temps supplémentaire a été observé et qu'à ce jour, «l'enrôlement est clôturé sur l'ensemble de la province depuis le lundi 3 avril. De ce fait, aucun centre ne peut plus enrôler des requérants ».



Rumeur #2

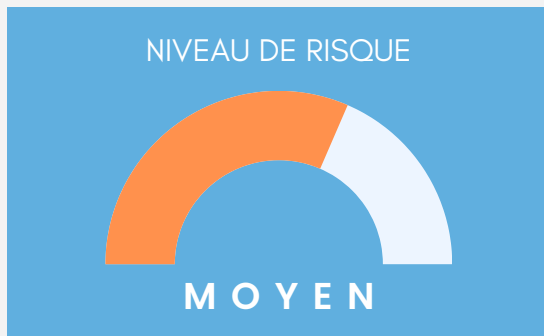
Récoltée au Nord-Kivu



Le meilleur joueur Trésor Mputu vient d'annoncer qu'il va se présenter à l'élection présidentielle de 2023 à la place de Moïse Katumbi qui vient d'être écarté par la loi de Noel Tshiani. Votons tous notre espoir de la RDC ...



Facebook



RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Cette rumeur comprend deux volets : le premier est celui qui confirme l'annonce de la candidature de Trésor Mputu au scrutin présidentiel, et le second, est celui qui évoque le fait que Moïse Katumbi est écarté de la course à la candidature par la loi Tshiani.

Il est à noter qu'aucune source officielle n'a rapporté l'information selon laquelle Trésor Mputu a annoncé sa candidature à la prochaine élection présidentielle prévue en décembre 2023. Dans la même lignée, le parti politique Ensemble pour le changement n'a pas non plus fait savoir un quelconque désistement de Moïse Katumbi, choisi au dernier congrès pour être candidat de cette formation politique à l'élection présidentielle.

Où en sommes-nous avec la loi Tshiani ?

La proposition de loi sur la «congolité», dite loi Tshani, a été alignée pour examen par l'Assemblée nationale dans son calendrier de la session de mars 2023. Cette proposition de loi consiste à modifier la loi sur la nationalité afin que seuls les Congolais nés de père et de mère congolais puissent occuper les hautes fonctions du pays comme la présidence de la République. Mais à ce jour, l'examen du texte n'a pas encore été programmé par le Bureau de l'Assemblée Nationale.



Rumeur #3

Récoltée au Nord-Kivu

Information triste : une fille a rencontré sur son passage des voyous qui l'ont violée alors qu'elle allait chercher sa carte d'électeur à 3 heures du matin vers l'entrée président



Facebook



RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Cette information a été confirmée sans autres détails supplémentaires par des organisations de la société civile basée à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Un journaliste local contacté à ce propos indique, quant à lui, que le fait n'est pas récent. « Ça s'est passé quelques jours après l'ouverture des centres d'inscription à Goma. Comme beaucoup de gens se précipitent pour obtenir la carte et ne souhaitent pas traîner sur la file d'attente, certains quittent leurs domiciles très tôt le matin, à 2 heures ou 3 heures pour se diriger vers les centres (...). C'est dans ces conditions que cette fille a été violée au niveau de l'entrée président », a-t-il dit.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI), se dit triste et insiste sur la responsabilité des uns et des autres durant cette période.

« C'est une triste nouvelle. La CENI n'a pas, dans ses attributions, la sécurité des requérants dans leurs cités. La CENI sécurise ses requérants dans les centres d'inscription au travers un dispositif qui est mis en place. Mais lorsqu'une personne est violentée, comme celle qui a été violée en venant au centre d'inscription, ceci relève d'un problème d'éducation et du banditisme citoyen qui doit être réprimé par la loi », a dit Nestor Maroyi, chargé de sensibilisation à la CENI.

Pour rappel, la CENI a accordé une nouvelle prorogation des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs dans l'aire opérationnelle 3 (AO3), qui compte notamment la province du Nord-Kivu. Le nouveau délai va du 1er au 11 avril 2023 soit 10 jours.



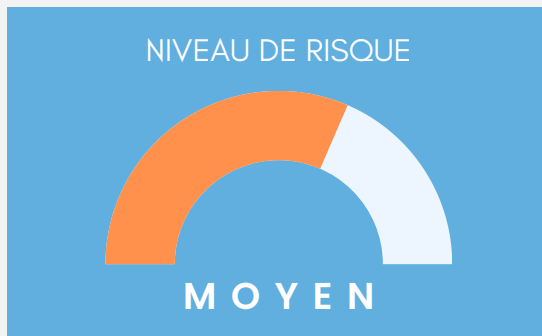
Rumeur #4

Récoltée au Sud-Kivu

“ Les gens évitent d'aller voter parce qu'ils ont l'impression que les machines de vote ne sont pas fiables et pourraient être manipulées.



Discussion communautaire



RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

« Le calendrier électoral publié par la CENI le 26 novembre 2022, renseigne que les élections auront lieu le 20 décembre 2023. Présentement c'est l'opération d'identification et enrôlement des électeurs qui se déroule. Il ne s'agit pas du vote mais plutôt de l'enrôlement des électeurs pour obtenir sa carte d'électeur qui permet de voter aux prochaines élections. A ce stade, on ne parle pas des machines de vote, mais plutôt des kits d'enrôlement », explique Lydie Kapinga, en charge de l'éducation et information électorale à Internews.

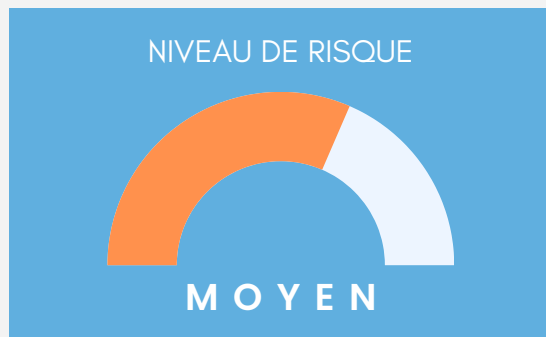
Rumeur #5

Récoltée au Sud-Kivu

” Aucune nouvelle carte n'a été imprimée depuis le 24 mars dernier à Mwenga centre.



Site web



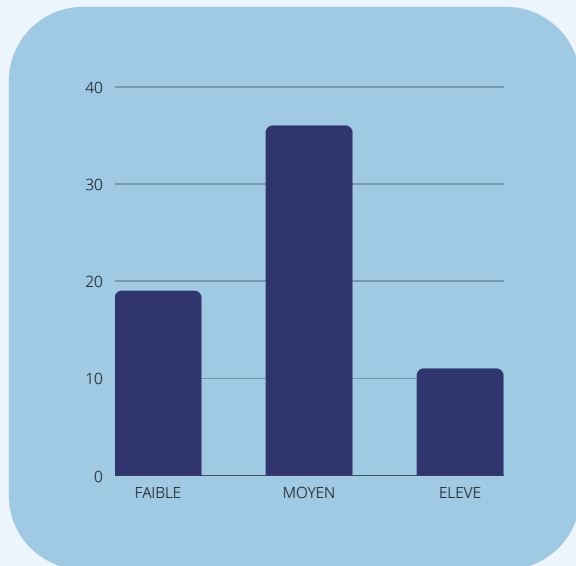
RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

« Il s'agit d'une intoxic. Pourtant, les choses avancent très bien à Mwenga. Ils sont jaloux de notre travail. A cette date, Mwenga est à 88% », affirme le secrétaire exécutif provincial du Sud Kivu.

Cependant, Paulin Buhaliza, membre de la coordination de la société civile du Sud Kivu, confirme l'information en ces termes « Cette information circule et le SEP n'a plus démenti non plus. Les explications raison : c'est le non-paiement du personnel du CI et les machines qui sont tombées en machine ».

ANALYSE

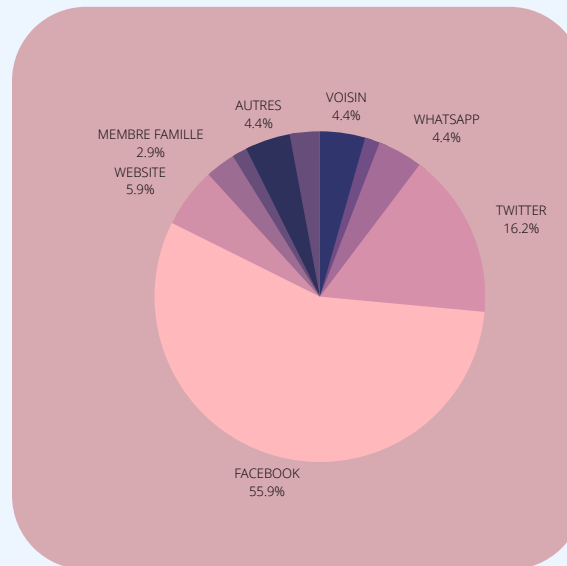
Niveau de risque



Du 27 mars au 2 avril 2023, nous avons collecté 66 rumeurs dans 6 provinces parmi les 9 ciblées par le projet. De ces rumeurs, 56 proviennent en ligne sur les médias sociaux dont 38 sur Facebook, 11 sur Twitter, 4 sur Site web et 3 sur WhatsApp ; et 10 provient de la collecte hors ligne pendant les discussions en face à face.

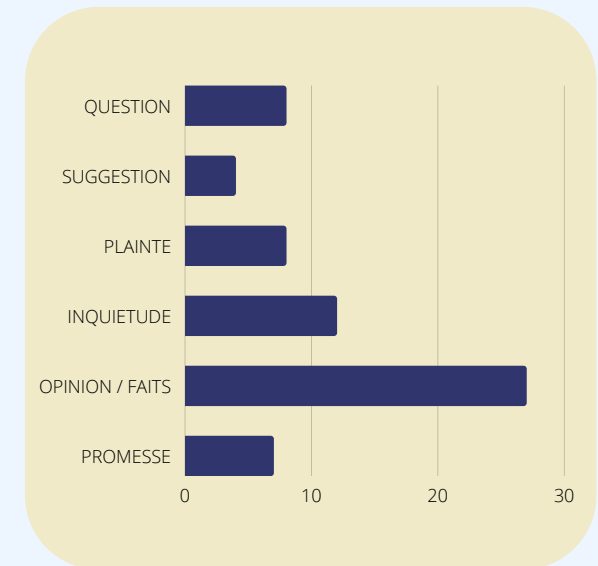
36 de ces rumeurs ont un niveau de risque moyen, 19 un niveau de risque faible et 11 un niveau de risque élevé.

Canal de partage des commentaires



Pour cette période, nous avons trouvé que Facebook est le canal qui a plus été utilisé pour partager les rumeurs qui circulent autour des élections en République Démocratique du Congo avec 38 feedbacks suivi de Twitter avec 11 feedbacks. La collecte hors ligne a été de 10 feedbacks avec la majorité des discussions en face à face.

Type de Commentaire



27 feedbacks collectés pendant cette période reflètent les différentes opinions informées et faits divers de la population en ce qui concerne le déroulement de l'enrôlement et la probabilité de tenu des élections dans le délais prévu, 12 Inquiétudes, , 8 Questions, 8 Plaintes, 7 Promesses et 4 Suggestions.



**Vous voulez nous
donner votre avis,
vous impliquer ou
partager des données ?**

Nous aimons discuter !

Contact:
Thérèse Ntumba

✉ info@actualite.cd

☎ +243 971 189 467

PARLONS ÉLECTIONS

EDITION N° 34

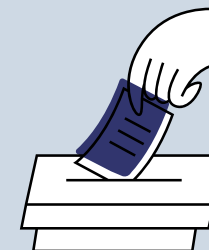
27 MARS - 2 AVRIL 2023

Consulter également :



Parlons élections :
les éditions précédentes:

<https://lokutamabe.com/>



Ce bulletin est produit par Kinshasa News Lab avec l'appui technique d'Internews dans le cadre du programme Media Sector Development Activity (MSDA)

Date de publication : 7 avril 2023

